

Vers une nouvelle épistémologie de l'histoire palestinienne

Roger Heacock

Deux ans après l'éclatement de l'Intifada dite d'Al-Aqsa toute personne, qu'elle soit neutre ou engagée, sympathisante ou hostile, politologue ou poète, qui observe la situation en Palestine ne peut qu'être interloquée par un fait saillant et difficilement explicable : tous les moyens utilisés à ce jour pour la mater ont échoué. Comment peut-on l'expliquer ?

Quand trois millions de Palestiniens se trouvent, soit sous un couvre-feu quasiment constant pendant des mois (Cisjordanie), soit sous un contrôle minutieux et rapproché (Jérusalem), soit enfermés dans une gigantesque prison (Gaza), et dans tous les cas, réduits à un niveau économique et social des plus précaires avec un taux de chômage touchant les deux tiers de la population, soumis à un découpage en plusieurs centaines de petits cantonnements et une douzaine de cantons un peu plus grands, quand plusieurs Palestiniens des deux sexes et de tous âges tombent, en moyenne, chaque jour sous les balles de l'occupant, quand des milliers d'entre eux languissent dans des prisons israéliennes, il serait normal de s'attendre à ce qu'un calme, même résigné, descende de nouveau sur les Territoires palestiniens occupés.

Il n'est nullement exclu qu'une sorte de calme précaire et amer se rétablisse un jour. Mais cela ne change rien à la constatation étonnante qu'en termes de souffrance humaine les Palestiniens sont soumis à des conditions extrêmes, depuis pratiquement le début du soulèvement en cours. Les intéressés eux-mêmes sont d'ailleurs les premiers à dire à qui veut les écouter qu'ils n'en peuvent plus, à tenir des propos plus qu'injurieux à l'égard de leurs dirigeants, le président

Arafat en tête, pour l'impasse dans laquelle ils les ont conduits. Mais qu'on leur demande si la lutte doit cesser, au moins un moment, ou même s'il faut la limiter aux moyens de la désobéissance civile pacifique, on vous répondra que c'est impossible avec les Palestiniens, que cela ne marchera pas avec les Israéliens, et que de toute façon, il n'y a pas le choix.

Pourquoi ne peut-on apparemment pas mater cette insurrection par les moyens de la guerre militaire, économique et psychologique utilisés jusqu'à présent (question qui porte certains à évoquer les dangers d'une possible expulsion massive ou «transfert» des Palestiniens) ? Comment y voir un peu plus clair ? En suivant le cours du raisonnement imposé par l'éclatement, puis la continuation de l'Intifada, nous sommes parvenus à la conclusion qu'il faudrait sans doute opérer une modification de perspective sur toute l'histoire moderne et contemporaine de la Palestine et du problème palestinien, une sorte de révolution épistémologique.

Traçons d'abord la ligne qui relie les deux soulèvements de 1987 et 2000, afin de pouvoir nous mettre dans une continuité historique permettant d'opérer un retour en arrière qui remet en cause bon nombre de vérités acquises, remontant jusqu'en 1948, à commencer par la nature ou du moins la signification de ce qu'il est convenu d'appeler la *nakba*, la catastrophe palestinienne.

D'une Intifada à l'autre

Il n'est absolument pas vrai qu'on ne puisse comprendre la deuxième Intifada qu'en fonction de la première, mais il est utile dans le présent contexte de voir quel a été l'enchaînement le plus plausible conduisant de l'une à l'autre. Après la signature des Accords d'Oslo et leur traduction politique sur le terrain par l'établissement de l'Autorité palestinienne, Arafat et l'OLP furent progressivement pris comme cible au sein de la société palestinienne par une critique grandissante pour avoir fait trop de concessions, et ceci derrière le dos même de leurs propres négociateurs à Washington. Hanan Ashrawi par exemple, dans son récit publié en 1995, exprime déjà ce point de vue, d'une façon encore circonspecte il est vrai. C'est entre 1995 et 2000 que les choses ont progressivement empiré avec une baisse sensible du niveau de vie (comme le montrent les rapports successifs de la Banque mondiale) et l'augmentation de la tension politique, alors même que, comme on le sait, elles allaient de mieux en mieux

pour les Israéliens sur les plans tant économique que sécuritaire. Et c'est à la suite de l'échec des négociations de Camp David, en juillet 2000, qu'Arafat aurait décidé de réparer les torts accumulés en misant sur une nouvelle Intifada qui déboucherait sur la création de l'Etat palestinien tant rêvé.

Ce récit est convaincant, mais seulement en partie. Il est vrai que beaucoup se sont trompés sur la volonté d'Israël d'encourager la création d'un Etat palestinien viable durant la période «intérimaire» de 1994 à 1999. Il paraissait, pour les dirigeants israéliens, être conforme à la raison d'Etat de limiter au maximum une telle évolution et de maximiser les avantages régionaux et internationaux offerts par l'«ouverture» dont ils avaient fait preuve, tout en créant des faits accomplis sur le terrain avec l'accélération de la construction de colonies, puisqu'il n'était pas interdit de le faire. Ce qui est bien plus difficile à comprendre, c'est la tournure finalement incontrôlable qu'ont pris les événements à partir de septembre 2000, alors même que les issues politiques, tout le monde en convient, restaient ouvertes.

Si la deuxième Intifada est le prolongement de la première, elles sont certainement de nature différente. Le passage de la première à la deuxième est celui du droit naturel au droit positif. Toutes les actions du soulèvement de 1987 furent placées sous le signe du droit naturel à lutter contre l'occupant en faveur de l'autodétermination, droit fondé sur deux cents ans d'histoire contemporaine depuis les révolutions américaine et française. Mais ce droit naturel ne coïncidait pas avec la stricte légalité. Cette dernière fut apportée par les Accords d'Oslo qui pouvaient légitimer les mesures prises par les Palestiniens pour contrer l'injustifiable refus israélien. Du moment qu'Itzhak Rabin avait déclaré que «*les dates ne sont pas sacrées*», la reprise de l'Intifada devenait possible au regard du droit positif. Car la dynamique d'Oslo reposait uniquement sur la nature transitoire des accords, qui devaient être remplacés au bout de cinq ans, à partir de 1994, par un accord définitif, et mutuellement satisfaisant. Les Accords de 1993-1994 avaient été basés sur une dialectique dans le cadre de laquelle ils furent promulgués, signés et finalement bénis par la puissance hégémonique, les Etats-Unis, ainsi que par le reste de la communauté internationale ; au terme de ces cinq années, on passerait à quelque chose de fondamentalement «autre», et qui revêtirait une forme de souveraineté permettant à la Palestine de choisir son rôle historique à venir, que ce soit comme «Singapour du Moyen-Orient», comme nouvelle avant-garde dans la marche vers l'unité

arabe ou encore comme agent régional de telle ou telle puissance.

Le retour à la lutte fut donc d'abord une chose possible, avant de devenir probable après le massacre d'Hébron en février 1994. Cet acte, par lequel un colon juif américain mitrailla 27 personnes prosternées durant la prière dans la mosquée du Caveau des Patriarches, revêtait une valeur symbolique aiguë, du fait de la position respective du meurtrier et de ses victimes : lui, debout et elles, à genoux. Ce fut un acte qui invitait littéralement les croyants (et, par extension, tous les Palestiniens) à se lever pour empêcher qu'un tel acte puisse jamais se répéter. C'est encore une fois Rabin qui rendit probable la reprise de la résistance, en ne tenant pas la promesse qu'il fit à la suite du massacre, de retirer les quelque 120 colons du centre de la ville d'Hébron. Son incapacité, finalement, à passer aux actes eut deux conséquences capitales sur le double plan politique et, encore une fois, symbolique. Rabin avait choisi les colons d'Hébron, les gens les plus réfractaires à l'autodétermination palestinienne, plutôt que le peuple palestinien et son Autorité. Et les premières attaques-suicides dans l'histoire palestinienne eurent lieu dans les semaines et les mois qui suivirent, perpétrées par les mouvements du Hamas et du Jihad, faisant de nombreuses victimes israéliennes, civiles et militaires.

Les cinq ans qui suivirent furent marqués par une série d'événements qui rendirent plus ou moins inévitable la reprise de la résistance palestinienne active (notamment la victoire en 1996 de l'extrême droite israélienne sous Benjamin Netanyahu, qui avait lui-même contribué par ses actes et par ses propos à l'incitation à l'assassinat de Rabin). Et la nature de cette résistance ne pouvait cette fois-ci qu'être différente de celle ayant prévalu lors de l'Intifada de 1987. Les parties avaient en effet été séparées sur le terrain par la mise en application des accords israélo-palestiniens et la création de zones : les zones A, d'où seraient entièrement absents les Israéliens, militaires et civils confondus. Ces derniers contrôlaient et peuplaient partiellement les autres zones (B et C). Désormais les simples pierres ne pouvaient plus les toucher. La révolution des pierres avait vécu. C'était désormais un soulèvement armé qui se préparait, puisque seules les armes à feu pouvaient combler la distance entre les zones A, B et C.

La dialectique sociale palestinienne

La cause palestinienne et l'histoire de la Palestine ont été depuis longtemps analysées selon des critères essentiellement nationaux ou

proto-nationaux. Cette vision est omniprésente dans la littérature et, par conséquent, dans les documents, accords et actions sur le terrain. Selon cette vision, bien connue et largement répandue, la société palestinienne a été démolie en 1948 avec l'expulsion (ou, pour les sionistes, mais cela ne change rien au discours historique, la fuite) d'une bonne partie de la population, la perte de 72% du territoire du pays au profit du nouvel Etat juif, et sa dispersion dans plusieurs pays environnants ou éloignés dans une série de cercles concentriques (c'est important parce que, suivant cette vision, le mouvement au sein de ces cercles diasporiques concentriques, notamment le cercle Jordanie-Syrie-Liban ou encore Egypte-Koweït-Emirats va permettre la «résurrection» du peuple détruit : on n'a qu'à penser au récit d'Abou Iyad, *Palestinien sans patrie*).

La destruction de la société palestinienne aurait, pour les nouveaux maîtres du pays mais aussi pour le système international (USA, ONU, etc.), dû mettre fin au problème palestinien par l'absorption des réfugiés, l'israélisation des 120 000 «Arabes de 1948» et la jordanisation ou la libanisation d'une bonne partie du reste. Or, et selon le même raisonnement, de multiples facteurs ont empêché que cette évolution aboutisse. Le plus important parmi ceux-ci fut la création du mouvement national palestinien en exil à partir des années 1960. C'est donc l'OLP, dirigée par Arafat et le Fatah, qui «sauva» la Palestine, rendit son identité et sa cohérence à la société palestinienne, et en incarna l'unité à travers le temps et l'espace.

Ce discours marqua d'abord les publications du Fatah et de l'OLP eux-mêmes (par exemple le journal *Filistinuna*), ensuite les études publiées en Occident, et finalement les perceptions de tous les acteurs politiques concernés, y compris naturellement les Israéliens et les Américains. C'est donc dans ce cadre conceptuel que les administrations successives de Regan, Bush-père et Clinton agirent pour mettre fin au conflit israélo-palestinien, rejointes en cela par le gouvernement Rabin à partir de 1992. Et les événements sur le terrain confirmèrent en apparence cette vision jusqu'à, et y compris, l'Intifada de 1987.

En effet, l'unité apparente de cette société reconstituée et articulée autour de l'OLP réussit à s'imposer durant cinq ans, avec la participation de toutes les classes sociales, y compris les villageois, les réfugiés et la bourgeoisie marchande et intellectuelle, sous l'égide d'une direction locale chapeautée par la direction basée à Tunis mais aussi à Damas. Si le Hamas avait réussi d'abord à sauver les meubles d'un islamisme trop passéiste et à concurrencer la Direction unifiée de

l'Intifada, il était resté minoritaire dans la rue, même si parfois il réussissait culturellement ici ou là.

Ce glissement vers l'aile religieuse du mouvement palestinien fut d'ailleurs pris en compte par la direction palestinienne qui revendiqua en 2000 l'hégémonie religieuse et pas seulement politique d'un mouvement, baptisé *Intifadat-al-Aqsa*, qui en réalité n'était pas le sien.

L'Intifada 2000, révélateur et correcteur historique

Une Palestine passée et présente, toute différente de celle décrite plus haut, et qui avait été présentée par les acteurs, historiens, politologues et journalistes depuis bien longtemps, se dressa lors de l'Intifada 2000. En 1987, le soulèvement avait éclaté dans les camps de réfugiés de Jabalia dans la bande de Gaza. Cette fois-ci, les premiers affrontements eurent lieu dans la ville de Jérusalem. Mais ils eurent vite fait de gagner les lignes de démarcation entre les zones sous contrôle palestinien et israélien.

Le nombre élevé de morts parmi eux durant les premiers jours poussa certains Palestiniens (mais pas les forces de sécurité) à riposter au feu par le feu. Et les échanges de tir alternaient désormais avec les jets de pierres. Pendant plusieurs semaines, du côté palestinien, les forces de sécurité essayèrent à tout prix de séparer les manifestants lanceurs de pierres des éléments armés. C'était peine perdue, car ces deux éléments se confondaient sur le plan social : il s'agissait du petit peuple des villes, des villages et des camps de réfugiés.

En effet, une opposition latente s'affirma au fil des semaines et des mois à ce nouveau soulèvement, de la part des mêmes éléments qui avaient constitué la direction politique et l'exemple sur le terrain lors de l'Intifada de 1987 : la petite bourgeoisie marchande et intellectuelle. Tant celle qui, aux côtés d'Arafat, tient les rênes du pouvoir dans l'Autorité palestinienne (surtout les chefs «rentrés» de Tunis après 1993) que celle qui tient les rênes économiques depuis la même époque, elles ne comprenaient, ou plutôt, elles n'acceptaient pas cette menace venant des bas-fonds redécouverts de la société palestinienne. Car l'Intifada 2000 menace les fondements mêmes du système d'Oslo. Celui-ci est fondé sur une alliance entre l'Autorité et une nouvelle classe monopolistique d'entrepreneurs. Et, en réalité, ces deux élites, politique et économique, se recourent largement. Le système a fonctionné plus ou moins bien pendant six ou sept ans, mais au profit essentiellement des élites en question. Le gros de la population, toutes

classes confondues, contemplait avec amertume cette évolution vers le monopole politico-économique, avec Arafat au sommet, les membres de son Autorité et leurs quelques alliés économiques gravitant autour d'eux. Leur situation et le contrôle qu'ils exerçaient sur la société dérivait de ce monopole ainsi que des rentrées financières considérables venant des pays donateurs, mais aussi des marges bénéficiaires sur les équipements des ministères, sur le change de devises et sur la revente de produits tels que le pétrole, le ciment, etc. Les classes moyennes et l'ancienne bourgeoisie locale ne bénéficièrent que marginalement de ces années de (toute relative) stabilité, alors que les plus démunis se sentirent entièrement marginalisés et (toutes les études tendent à le montrer) virent leur niveau de vie baisser, par la concordance entre le renchérissement de la vie, le manque d'opportunités de travail et l'isolement des territoires, à la fois du monde extérieur et entre eux (le passage libre entre Gaza et la Cisjordanie, pourtant garanti par les Accords d'Oslo, demeura lettre morte).

C'est dans ces conditions qu'une critique virulente (certains prétendent qu'elle fut exagérée) envers la corruption de l'Autorité ne cessa de s'amplifier, encore une fois, dans tous les secteurs de la société. Ce clivage radical ne cessait de s'approfondir et, à l'été 2000, de nombreux signes précurseurs d'un possible affrontement étaient perceptibles à Ramallah ou à Naplouse, par exemple. Ce n'était pas une guerre civile qu'on pouvait craindre, mais un choc social traditionnel. Des grèves (par exemple, chez les instituteurs) éclatèrent et furent durement réprimées avec l'emprisonnement de leurs dirigeants. Des bandes rivales, vaguement alignées sur des courants ou des personnages politiques, en venaient aux mains et quelquefois à de brefs échanges armés. La critique de la corruption se faisait omniprésente dans les discussions.

C'est dans ce contexte que l'Autorité palestinienne accepta de se rendre à Camp David. Contrairement à ce qui a été rapporté depuis, il semble bien, si l'on considère les déclarations de ses membres avant la rencontre, qu'ils pensaient pouvoir parvenir à un accord avec les Israéliens, grâce aux pressions que le président Clinton ne manquerait pas d'exercer sur eux. Mais c'était sans compter avec le puissant mouvement social en Palestine, qui est souvent invisible à cause de sa désorganisation, et qui par les multiples voies d'expressions qui lui étaient ouvertes empêcha le président Arafat de faire les concessions qui eussent alors été nécessaires, sur les questions des réfugiés et de Jérusalem. Ces deux questions touchaient de près aux intérêts de ces

éléments sociaux démunis, le petit peuple, composé pour une moitié de réfugiés, c'est-à-dire d'un *lumpenproletariat* qui, pour Marx déjà, représentait une force imprévisible et donc dangereuse, mais qui disposait en outre désormais d'une indestructible mémoire collective de survie. Ces gens étaient en général profondément religieux (qu'ils aient ou non soutenu le Hamas), d'où l'importance des questions de Jérusalem et des réfugiés qui ont fait capoter Camp David.

C'est donc peu après que le petit peuple a lancé sa révolte, à laquelle il ne veut maintenant pas renoncer tant que ses objectifs fondamentaux d'auto-détermination n'auront pas été réalisés. La guerre civile n'est pas, n'a jamais été, un danger en Palestine. Israël a tenté de la fomenter à diverses occasions (création des Ligues des villages, soutien aux Frères musulmans, etc.) mais sans le moindre succès. La Palestine, en effet, est composée d'une société qui n'a jamais cessé d'être cohérente et consciente de sa structure organique au-delà des clivages sociaux et de la séparation géographique. Même si certains dirigeants de l'Autorité palestinienne n'ont pas soutenu cette Intifada, ils ne se mettront jamais en rupture avec elle, parce qu'elle relève de la réalité sociale la plus profonde chez les Palestiniens. Marwan Barghouti, porte-parole et dirigeant de ces masses palestiniennes qui se sont soulevées contre Oslo, aujourd'hui prisonnier de guerre, va même jusqu'à affirmer que tous les dirigeants étaient contre le mouvement depuis le début.

Il est vrai par contre que, depuis septembre 2000, la société palestinienne compte deux directions : une officielle (et, comme en Russie durant l'année 1917, provisoire) qui est l'Autorité palestinienne et une officieuse, constituée de 13 partis, groupes ou factions représentant la riche palette des sensibilités politiques en Palestine : c'est la coalition des «Forces nationales et islamiques». Ces deux directions discutent constamment entre elles et il est impossible pour l'une d'avancer à l'insu de l'autre. Elles travaillent, dans des conditions difficiles, à sortir de la crise et de la détresse profonde qui les enveloppent en même temps que la totalité de leur peuple.

En guise de conclusion, il faut constater que, pour mieux comprendre le présent et le devenir du peuple palestinien, il serait utile de réviser les thèses qui dominent les analyses de son passé. C'est ce que Henry Laurens, dans ses différents écrits, a commencé à faire, mais il est encore fort isolé à ce niveau. Il semblerait bien que les Palestiniens, une société culturellement et géographiquement bien

plus cohérente depuis des décennies ou même des siècles que l'historiographie dominante ne l'admet, ont continué à exister comme société à la fois organique et pétrie de contradictions de classes à travers les années de leurs multiples séparations à partir de 1948. Ce n'est pas le mouvement national palestinien qui leur a rendu ou même donné leur identité, il la leur a même peut-être, en quelque sorte, confisquée (en prétendant, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Rosemary Sayegh, les avoir transformés «*de paysans en révolutionnaires*»). C'est ainsi que l'existence de la Palestine a fini par être comprise (de tous côtés, comme nous l'avons vu) comme dépendant de celle du mouvement, une véritable inversion épistémologique qui pouvait convenir à certains, mais justement pas à ce petit peuple qui s'est soulevé en septembre 2000, fort de la légalité positive de sa démarche, en réclamant (mais va-t-il l'obtenir ?) le rétablissement de l'ordre des choses.

Roger Heacock est professeur d'histoire à l'université de Bir-Zeit.

